

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récipissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCE

Cour d'appel de Lomé

2007

04 Fév. – Ordonnance n° 003/07/ CA-CAB/P..... 2

DECRETS

2007

07 Fév. – Décret n° 2007-004/PR fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence Nationale de l'Aviation civile du Togo (ANAC-Togo)..... 2

07 Fév. – Décret n° 2007-005/PR relatif à la conduite des enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation..... 5

07 Fév. – Décret n° 2007-006/PR fixant les conditions et critères de nomination des inspecteurs..... 9

07 Fév. – Décret n° 2007-007/PR portant réglementation de l'activité d'assistance en escale sur les aéroports togolais..... 11

07 Fév. – Décret n° 2007-008/PR portant organisation et fonctionnement des service de recherches et sauvetages (SAR) des aéronefs en détresse en temps de paix..... 12

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCE

Cour d'appel de Lomé**ORDONNANCE N° 003/07/CA-CAB/P du 4 janvier 2007**

Nous, **Abalo PETCHELEBIA**, Président de la Cour d'Appel de Lomé ;

Vu les dispositions de l'Ordonnance N°78-35 du sept septembre mil neuf cent soixante dix huit portant organisation judiciaire au Togo ;

Vu les dispositions du Code de Procédure Pénale, notamment en ses articles 202 et 208 ;

Ensemble avec l'avis de Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de Lomé ;

Fixons au **lundi cinq mars deux mil sept à huit heures à Lomé** la date d'ouverture de la **première Session des Assises de l'Année deux mil sept** ;

Désignons **nous-mêmes** pour **présider** ladite session ;

Disons qu'en cours de Session, le **Président de la Cour d'Assises**, s'il se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, sera remplacé par le **Vice Président** ou par le Conseiller le plus ancien désigné par ordonnance ultérieure ;

Disons en outre que les autres Magistrats qui compléteront ladite Cour d'Assises au cours de la première Session seront désignés pour chaque affaire inscrite au rôle par ordonnance ultérieure ;

La présente ordonnance sera à la diligence de Monsieur le **Procureur Général** publiée conformément à la loi ;

Fait en notre Cabinet au Palais de Justice de Lomé,
le Quatre Janvier Deux Mil Sept.

Signé : **A. PETCHELEBIA**
Président de la Cour d'Appel de Lomé
Pour copie certifiée conforme
Lomé, le 05 janvier 2007
Le Greffier en Chef
F. AYIKA

DECRETS

DECRET N° 2007-004 / PR du 7 février 2007 Fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Togo (ANAC-TOGO)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Equipeement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations Technologiques ; du ministre des Finances, du budget et des Privatisations ;

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la convention de Chicago du 07 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale ainsi que ses annexes ;

Vu le traité de l'UEMOA du 10 janvier 1994 ;

Vu la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 portant code de l'aviation civile notamment son article 202 ;

Vu le décret n° 2005-099/PR du 28 octobre 2005 portant organisation et attributions du ministère de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE:**CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES**

Article premier : L'Agence Nationale de l'Aviation Civile du Togo (ANAC-TOGO), ci-après désignée Agence, créée par la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 susvisée est un établissement public administratif doté de l'autonomie financière et de gestion.

Art. 2 : L'Agence se substitue à la direction de l'aviation civile. Elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'aviation civile.

Son siège est fixé à Lomé.

CHAPITRE II : MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Art. 3 : L'Agence a pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière d'aviation civile.

A ce titre, elle est chargée notamment de :

- l'exécution de la politique de l'Etat en matière d'aviation civile ;
- la négociation des accords internationaux dans le cadre des habilitations et mandat spéciaux conférés par l'Etat ;
- l'élaboration d'une réglementation technique de l'aviation civile conformément aux normes de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie en matière d'aviation civile et de transport aérien en application des orientations prioritaires nationales ;
- le contrôle de l'application de la réglementation nationale en vigueur et des conventions internationales signées et ratifiées par le Togo en matière de sûreté, de sécurité et de facilitation ;

- la gestion de l'ensemble des droits de trafic issus des accords aériens signés par l'Etat ;
- la coordination et la supervision de l'ensemble des activités aéronautiques et aéroportuaires et le suivi de l'activité des organisations internationales et régionales intervenant dans le domaine de l'aviation civile ;
- le suivi de la gestion du patrimoine foncier de l'Etat affecté à l'aviation civile ;
- le suivi des engagements de l'Etat en matière d'aviation civile.

L'Agence représente l'Etat au sein des commissions, comités, assemblées et conseils dont l'objet se rapporte à ses missions. Cette représentation est assurée par la Direction Générale de l'Agence.

CHAPITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 4 : L'Agence comprend deux (02) organes :

- le Conseil d'Administration ;
- la Direction Générale.

Section 1^{re} - Le Conseil d'Administration

Art. 5 : Le conseil d'administration est composé comme suit :

- un représentant du ministère chargé de l'aviation civile, président ;
- un représentant du ministère chargé des finances, membre,
- un représentant du ministère chargé de la défense, membre ;
- un représentant du ministère chargé de la sécurité, membre ;
- un représentant du ministère chargé du tourisme, membre ;
- un représentant du ministère chargé de l'équipement, membre ;
- un représentant du ministère chargé de l'aménagement du territoire, membre.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par leurs ministres respectifs et nommés par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 6 : Le conseil d'administration a pour mission :

- l'orientation des activités de l'Agence ;
- l'adoption et le contrôle de la politique générale de l'Agence ;
- l'adoption du règlement intérieur de l'Agence ;
- l'adoption du statut du personnel de l'Agence ;
- l'adoption du traitement du directeur général ;
- l'adoption de la procédure de passations de marchés d'acquisition des biens de l'Agence ;
- l'autorisation de la signature de certains accords et convention par le directeur général ;
- la nomination du commissaire aux comptes chargé de contrôler les comptes de l'Agence ;

- l'approbation de l'organigramme, du budget, des comptes financiers et des rapports d'activités.

Art. 7 : Les membres du conseil d'administration sont nommés pour un mandat de trois (03) ans renouvelable.

En cas de décès en cours de mandat ou dans toutes les hypothèses où un membre du conseil d'administration n'est plus en mesure d'exercer son mandat, il est immédiatement pourvu à son remplacement par l'administration ou la structure qu'il représente, pour la période du mandat restant à faire.

La qualité de membre de conseil d'administration est incompatible avec tout intérêt personnel lié au domaine du transport aérien de nature à compromettre son indépendance.

Art. 8 : Les fonctions de membre de conseil d'administration sont gratuites.

Toutefois, une indemnité de session dont le montant sera fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'aviation civile et des finances sera allouée à chaque membre.

Art. 9 : Le conseil d'administration de l'Agence se réunit en session ordinaire deux (02) fois l'an.

Une session extraordinaire peut être convoquée par le président du conseil d'administration pour un ordre du jour déterminé, à la demande de l'autorité de tutelle ou de la majorité de ses membres.

Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil d'administration ont lieu au siège de l'Agence.

Art. 10 : Le président du conseil d'administration convoque et préside les réunions du conseil dont il fixe l'ordre du jour.

La convocation, l'ordre du jour et les dossiers correspondants sont adressés par le président à chaque membre au moins quinze (15) jours francs avant la date de la réunion.

Il authentifie les procès-verbaux des séances du conseil d'administration et signe tous les actes établis ou autorisés par celui-ci.

Le président du conseil d'administration peut inviter toute personne physique ou morale à prendre part, avec voix consultative, aux travaux du conseil en raison de sa compétence sur les questions à examiner.

Le secrétariat du conseil d'administration est assuré par le directeur général de l'Agence qui participe aux réunions avec voix consultative.

Art. 11 : Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. A défaut, il peut délibérer dans les huit (8) jours qui suivent si la moitié des membres est présente.

Art. 12 : Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Section 2 - La Direction Générale

Art. 13 : La direction générale est l'organe de gestion de l'Agence.

Elle est dirigée par un directeur général nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé de l'aviation civile.

Elle est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des décisions du Conseil d'administration.

Art. 14 : Le directeur général doit disposer d'une bonne expérience et d'une bonne connaissance du domaine de l'aviation civile.

Art. 15 : Le directeur général coordonne, anime et dirige l'activité des services de l'Agence. A ce titre, il est chargé de :

- l'élaboration de l'organigramme de l'Agence qu'il soumet à l'approbation du Conseil d'administration ;
- l'application des décisions du Conseil d'administration ;
- l'élaboration du programme d'actions annuel ainsi que du projet de budget à soumettre au Conseil d'administration ;
- la mise en œuvre des textes et documents approuvés par le Conseil d'administration ;
- l'ordonnancement des dépenses de l'Agence ;
- la préparation des états financiers annuels et du rapport d'activité de l'Agence qu'il soumet à l'approbation du Conseil d'administration ;
- la transmission au ministre chargé de l'aviation civile du rapport annuel d'activité après approbation du Conseil d'administration ;
- la représentation de l'Agence dans les actes de la vie civile ;
- le recrutement, l'administration et la gestion du personnel conformément à son statut.

Art. 16 : Le directeur général est responsable devant le conseil d'administration.

Il peut donner délégation de pouvoir à ses collaborateurs pour des affaires relevant de l'administration courante de l'Agence.

Art. 17 : La direction générale comprend des directions structurées en services, divisions et sections.

Outre les directions, le directeur général s'appuie sur des cellules qui lui sont directement rattachées.

Art. 18 : La section de la médecine aéronautique et le conseil de discipline du personnel navigant institués par le code de l'aviation civile constituent des organes consultatifs de l'Agence.

Section 3 - Le personnel de l'Agence

Art. 19 : Le personnel de l'Agence est constitué des fonctionnaires et des agents permanents en détachement, des contractuels, en service à la direction de l'aviation civile.

En cas de besoin avéré, le directeur général peut recruter du personnel suivant la procédure définie par le conseil d'administration.

Le personnel de l'Agence est rémunéré sur budget propre.

Art. 20 : Pendant la durée de leur emploi tout le personnel est soumis aux textes régissant l'Agence et à la législation du travail.

Les personnels de l'Agence ne doivent, en aucun cas, exercer à titre professionnel une activité dans une entreprise relevant du secteur de l'aviation civile.

Art. 21 : Le personnel de l'Agence chargé d'effectuer des opérations d'inspection, de contrôle et de constatation des infractions au code de l'aviation civile, est assermenté.

Avant leur entrée en fonction, les inspecteurs prêtent serment devant le Tribunal de Première Instance compétent, selon la formule suivante:

«je jure d'exécuter mes fonctions avec probité dans le strict respect des lois et des règlements».

Art. 22 : Le personnel de l'Agence est rémunéré suivant une grille de rémunération approuvée par le conseil d'administration sur proposition du directeur général.

Art. 23 : Le personnel de l'Agence est promu suivant un plan incitatif de carrière approuvé par le conseil d'administration sur proposition du directeur général de l'Agence.

Ce plan de carrière, prédéfinit les critères de promotion du personnel afin de maintenir un niveau élevé d'expérience et de compétence au sein de l'Agence.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 24 : Les ressources financières de l'Agence sont constituées par :

- a) les redevances pour services rendus dont l'assiette, les taux et les modalités de recouvrement sont fixés par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre des finances;
- b) les produits provenant des redevances aéronautiques et extra aéronautiques ;
- c) la dotation budgétaire annuelle allouée par l'Etat ;
- d) les produits des concessions ;
- e) les subventions des partenaires au développement ;
- f) les dons et legs ;

g) les ressources diverses.

Art. 25 : Le budget de l'Agence est approuvé par le Conseil d'administration au cours du troisième trimestre de l'année et avant le début de l'exercice suivant. Le budget doit être voté en équilibre. Le budget voté, est soumis aux visas du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des finances.

Le ministre chargé de l'aviation civile et le ministre chargé des finances donnent les visas dans les quinze (15) jours qui suivent la date de remise des documents. Après ce délai, le budget est considéré visé et devient exécutoire.

Art. 26 : Les dépenses de l'Agence comprennent :

- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement et d'investissement.

Art. 27 : Le directeur général est l'ordonnateur du budget de l'Agence.

Ce budget est exécuté conformément au manuel de procédures administratives et comptables de l'Agence approuvé par le conseil d'administration.

La comptabilité de l'Agence est tenue en conformité avec le système comptable ouest africain (SYSCOA).

Art. 28 : Les comptes de l'Agence sont vérifiés annuellement par un commissaire aux comptes agréé, nommé par le conseil d'administration pour un mandat de trois (03) ans renouvelable.

Le commissaire aux comptes est tenu au respect du secret professionnel. Ses honoraires sont fixés par le conseil d'administration.

Art. 29 : Le commissaire aux comptes a pour mandat de certifier la régularité et la sincérité des états financiers ainsi que les informations financières contenues dans les rapports du directeur général.

Sur convocation du président, le commissaire aux comptes présente son rapport au cours de la session du conseil d'administration consacrée à l'arrêt des comptes et bilans de l'Agence.

Art. 30 : L'Agence est soumise à la vérification des organes de contrôle compétents dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Ce contrôle peut également se faire à la requête des autorités de tutelle sous forme d'audit financier et comptable réalisé par des cabinets indépendants.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 31 : Pendant la période de douze (12) mois, suivant la publication au journal officiel du présent décret, les charges de dépenses de personnel et de fonctionnement de l'Agence sont supportées par le budget de l'Etat.

Art. 32 : Des arrêtés détermineront en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 33 : Le ministre des finances, du budget et des privatisations et le ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Equipeement, des transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations Technologiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 07 février 2007

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Me Yawovi Madji AGBOYIBO

Le ministre des finances, budget et des privatisations
Payadowa BOUKPESSI

Le ministre délégué à la Présidence de la République,
chargé de l'équipement des transports, des postes
et télécommunications et des Innovations technologiques
Eduwolé Kokouvi DOGBE

DECRET N°2007-005/PR du 7 Février 2007 relatif à la conduite des enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Equipeement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des innovations technologiques, du ministre des finances, du budget et des privatisations, du ministre de la défense et des anciens combattants et du ministre de la justice,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la convention de Chicago du 07 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale ainsi que ses annexes;

Vu la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 portant code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2005-099/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'équipement, des transports et des postes et télécommunications ;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du Gouvernement ;

Vu la directive n° 05/2002/CM/UEMOA du 27 juin 2002 relative aux principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents de l'aviation civile au sein de l'UEMOA.

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier : Définitions

Aux fins du présent décret on entend par :

Accident : événement, lié à l'utilisation d'un aéronef, qui se produit entre le moment où une personne monte à bord avec l'intention d'effectuer un vol et le moment où toutes les personnes qui sont montées dans cette intention sont descendues, et au cours duquel :

a) une personne est mortellement ou grièvement blessée du fait qu'elle se trouve :

- dans l'aéronef, ou ;
- en contact direct avec une partie quelconque de l'aéronef, y compris les parties qui s'en sont détachées, ou ;
- directement exposée au souffle des réacteurs,

sauf s'il s'agit de lésions dues à des causes naturelles, de blessures infligées à la personne par elle-même ou par d'autres ou de blessures subies par un passager clandestin caché hors des zones auxquelles les passagers et l'équipage ont normalement accès ;

b) l'aéronef subit des dommages ou une rupture structurelle :-

- qui altèrent ses caractéristiques de résistance structurelle, de performances ou de vol, et
- qui devraient normalement nécessiter une réparation importante ou le remplacement de l'élément endommagé,

sauf s'il s'agit d'une panne de moteur ou d'avaries de moteur, lorsque les dommages sont limités au moteur, à ses capotages ou à ses accessoires, ou encore de dommages limités aux hélices, aux extrémités d'ailes, aux antennes, aux pneumatiques, aux freins, aux carénages, ou à de petites entailles ou perforations du revêtement ;

c) l'aéronef a disparu ou est totalement inaccessible.

Aéronef : tout appareil qui peut se soutenir dans l'atmosphère grâce à des réactions de l'air autres que les réactions de l'air sur la surface de la terre.

Blessure grave : toute blessure que subit une personne au cours d'un accident et qui :

- a) nécessite l'hospitalisation pendant plus de quarante huit heures, cette hospitalisation commençant dans les sept jours qui suivent la date à laquelle les blessures ont été subies, ou
- b) se traduit par la fracture d'un os (exception faite des fractures simples des doigts, des orteils ou du nez) ;
- c) se traduit par des déchirures qui sont la cause de graves hémorragies ou de lésions d'un nerf, d'un muscle ou d'un tendon ;
- d) se traduit par la lésion d'un organe interne ;
- e) se traduit par des brûlures de deuxième ou de troisième degré ou par des brûlures affectant plus de 5% de la surface du corps ;
- f) résulte de l'exposition vérifiée à des matières infectieuses ou à un rayonnement pernicieux.

Blessure mortelle : toute blessure que subit une personne au cours d'un accident et qui entraîne sa mort dans les trente jours qui suivent la date de cet accident.

Compte rendu préliminaire : communication utilisée pour diffuser promptement les renseignements obtenus dans les premières phases de l'enquête.

Enquête : activités menées en vue de prévenir les accidents et les incidents, qui comprennent la collecte et l'analyse de renseignements, l'exposé des conclusions, la détermination des causes et, s'il y a lieu, l'établissement de recommandations de sécurité.

Enquêteur désigné : personne chargée, en raison de ses qualifications, de l'organisation de la conduite et du contrôle d'une enquête.

Etat de conception : Etat qui a juridiction sur l'organisme responsable de la conception de type.

Etat de construction : Etat qui a juridiction sur l'organisme responsable de l'assemblage final de l'aéronef.

Etat de l'exploitant : Etat où l'exploitant a son siège principal d'exploitation ou, à défaut, sa résidence permanente.

Etat d'immatriculation : Etat sur le registre duquel l'aéronef est inscrit.

Etat d'occurrence : Etat sur le territoire duquel se produit un accident ou un incident.

Exploitant : personne, organisme ou entreprise qui se livre ou se propose de se livrer à l'exploitation d'un ou de plusieurs aéronefs.

Incident : événement, autre qu'un accident, lié à l'utilisation d'un aéronef, qui compromet ou pourrait compromettre la sécurité de l'exploitation.

Incident grave : incident dont les circonstances indiquent qu'un accident a failli se produire.

Masse maximale : masse maximale au décollage consignée au certificat de navigabilité.

Recommandation de sécurité : proposition formulée par le service d'enquête sur les accidents de l'Etat qui a mené l'enquête, sur la base de renseignements résultant de ladite enquête, en vue de prévenir des accidents ou incidents.

Art. 2 : Obligation d'enquête

Tout accident ou incident grave d'aéronef survenu au Togo donne lieu à une enquête technique.

Tout incident d'aéronef donne lieu à un rapport circonstancié de service de la navigation aérienne, du gestionnaire d'aéroport et/ou du fournisseur de l'exploitant d'aéronef à l'Autorité de l'aviation civile.

Art. 3 : Objectif de l'enquête

L'enquête a pour objectif la prévention de futurs accidents ou incidents par la détermination des causes et, au besoin, l'établissement des recommandations de sécurité. Cette activité ne vise nullement à la détermination des fautes ou des responsabilités.

Art. 4 : Déclaration d'accident ou d'incident

Un accident survenu au Togo est déclaré sans délai par les moyens les plus rapides à l'Autorité civile ou militaire la plus proche. Cette Autorité fait une notification par écrit dans les plus brefs délais à l'Autorité de l'aviation civile. L'obligation de déclaration à l'Autorité de l'aviation civile incombe également au fournisseur de service de la navigation aérienne, au gestionnaire d'aérodrome et à l'exploitant d'aéronef.

L'Autorité de l'aviation civile informe l'autorité judiciaire par voie hiérarchique.

Art. 5 : Notification d'accident ou d'incident

En cas d'accident ou d'incident grave survenu sur le territoire national, le Togo, en tant qu'Etat d'occurrence, est tenu de le notifier dans les plus brefs délais à :

- l'Etat d'immatriculation ;
- l'Etat de l'exploitant ;
- l'Etat de conception ;
- l'Etat de construction ;

- l'OACI, si la masse maximale de l'aéronef en cause est supérieure à 2250 kilogrammes.

La notification est rédigée en français et comprend les renseignements ci-après :

- a) abréviation d'indication ACCID, pour accident, et INCID, pour incident grave ;
- b) constructeur, modèle, marques de nationalité et d'immatriculation et numéro de série de l'aéronef ;
- c) nom du propriétaire et, le cas échéant, nom de l'exploitant et de l'affrèteur de l'aéronef ;
- d) nom du pilote commandant de bord et nationalité de l'équipage et des passagers ;
- e) date et heure (heure locale ou UTC) de l'accident ou de l'incident grave ;
- f) dernier point de départ de l'aéronef et point d'atterrissage prévu ;
- g) position de l'aéronef par rapport à un point de repère géographique facile à identifier, latitude et longitude ;
- h) nombre de membres d'équipage et de passagers ; à bord : tués et grièvement blessés ; autres : tués et grièvement blessés ;
- i) description de l'accident ou de l'incident grave et étendue des dommages causés à l'aéronef, dans la mesure où elle est connue ;
- j) indication de la mesure dans laquelle le Togo mènera l'enquête ou se propose de déléguer ses pouvoirs pour la conduite de cette enquête ;
- k) caractéristiques physiques de la zone de l'accident ou de l'incident grave et indication des difficultés d'accès ou des dispositions spéciales concernant l'accès au site ;
- l) identification du service émetteur et moyen de contacter l'enquêteur désigné et le service d'enquête ;
- m) présence et description des marchandises dangereuses se trouvant à bord de l'aéronef.

L'Etat de l'exploitant communiquera à l'Etat d'occurrence par fax ou par téléphone et dans les meilleurs délais, les détails concernant les marchandises dangereuses se trouvant à bord de l'aéronef.

Art. 6 : Mesures conservatoires

L'autorité judiciaire, prend immédiatement toutes mesures utiles pour faire assurer sur place la garde de l'appareil et de son contenu et la conservation des indices qui peuvent servir l'enquête.

Le fournisseur du service de la navigation aérienne est tenu de conserver les enregistrements des communications et les documents associés ayant trait à l'accident jusqu'à l'arrivée de l'enquêteur désigné.

Art. 7 : Responsabilité de l'ouverture et de la conduite de l'enquête

Le ministre chargé de l'aviation civile ordonne, sans délai, l'enquête technique en cas d'accident ou d'incident grave survenu au Togo.

Le ministre chargé de l'aviation civile institue, une commission permanente indépendante constituée de personnes ressources pour des enquêtes dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par arrêté. Il nomme pour chaque accident un enquêteur désigné.

La commission d'enquête établit un rapport final à l'attention du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 8 : Etat participant à l'enquête

Les Etats visés à l'alinéa 1er de l'article 5 du présent décret auront chacun la faculté de désigner un représentant accrédité accompagné, sur sa demande, de conseillers pour participer à l'enquête. Ces représentants accrédités et conseillers travaillent sous la responsabilité de l'enquêteur désigné à qui ils doivent fournir toutes les informations en leur possession. Ils ont un devoir de réserve.

Lorsqu'un Etat s'intéresse à un accident particulièrement parce que certains de ses ressortissants sont au nombre des morts ou des blessés graves, cet Etat sera, sur sa demande, autorisé à désigner un expert qui aura la faculté de :

- visiter le lieu de l'accident ;
- accéder librement à tous les renseignements utiles ;
- participer à l'identification des victimes ;
- participer à la lecture des enregistrements de bord ;
- aider à interroger les passagers survivants qui sont ressortissants de son Etat ;
- examiner l'épave et d'autres documents pertinents ;
- recevoir copie du rapport final.

Art. 9 : Désignation des enquêteurs

Un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile :

- fixe les conditions et critères de nomination des enquêteurs ;
- nomme les enquêteurs ;
- fixe les prérogatives et les obligations des enquêteurs et représentants accrédités.

Le ministre chargé de l'aviation civile peut faire appel à toutes expertises techniques d'autres Etats.

Art. 10 : Prerogatives de l'enquêteur désigné

L'enquêteur désigné a le pouvoir d'accéder librement à l'épave et à tous les éléments pertinents, notamment les enregistreurs de bord et les dossiers des fournisseurs de service, et sur lesquels il exercera un contrôle total afin que le personnel autorisé qui participe à l'enquête puisse procéder sans retard à un examen détaillé.

Il a également le pouvoir de recueillir les déclarations des témoins. Il peut demander des autopsies des victimes.

Art. 11 : Coordination de l'enquête

L'Autorité judiciaire et l'enquêteur désigné sont tenus à une étroite collaboration afin de faciliter les enquêtes. Cependant, l'enquête technique et l'enquête judiciaire demeureront indépendantes.

Art. 12 : Obligation de réserve

Les enquêteurs techniques, les autorités, les entreprises, les personnels ou leurs représentants désignés sont tenus au secret jusqu'à la publication du rapport final.

Les informations contenues dans les enregistreurs ne doivent pas être divulguées au cours de l'enquête. Il s'agit des informations relatives aux renseignements d'ordre médical, les opinions exprimées au cours des analyses des renseignements et tout autre élément pertinent à l'analyse de l'accident ou l'incident.

Art. 13 : Publication du rapport final

Le projet de rapport final sera envoyé aux Etats suivants :

- a) l'Etat d'immatriculation ou l'Etat d'occurrence ;
- b) l'Etat de l'exploitant ;
- c) l'Etat de conception ;
- d) l'Etat de construction.

Ces Etats disposent de soixante (60) jours qui suivent la date de la première lettre d'accompagnement du projet de rapport pour faire leurs observations. Le projet de rapport final sera amendé en tenant compte des observations reçues. Si l'Etat qui a formulé les observations le souhaite, celles-ci seront annexées au rapport.

A l'issue du délai de soixante jours (60), le rapport final d'enquête est envoyé aux Etats suivants :

- a) l'Etat qui a ouvert l'enquête ;
- b) l'Etat d'immatriculation ;
- c) l'Etat de l'exploitant ;
- d) l'Etat de conception ;
- e) l'Etat de construction ;
- f) tout Etat dont des ressortissants sont au nombre des morts ou des blessés graves ;

- g) tout Etat qui a fourni des renseignements pertinents, des moyens importants ou des experts ;
h) à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Le modèle du rapport final sera présenté conformément à l'appendice de l'annexe 13 à la Convention de Chicago.

Sauf entente entre les Etats intéressés pour proroger le délai, le rapport est, sans préjudice de la notification, rendu public aussitôt que possible.

Art. 14 : Accident d'aéronefs togolais à l'étranger ou impliquant les ressortissants togolais

En cas d'accident ou d'incident d'aéronef togolais hors du territoire national ou impliquant des ressortissants togolais, sans préjudice de la notification qui serait faite par l'Etat d'occurrence, le commandant de bord ou le membre de l'équipage, si l'un ou l'autre est en état de le faire, ou encore le propriétaire, l'exploitant ou l'affrèteur doit aviser ou faire aviser le ministre chargé de l'aviation civile.

Le ministre chargé de l'aviation civile, aussitôt informé de l'accident, doit :

- désigner un représentant pour participer à l'enquête si l'Etat d'occurrence est membre de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) ;
- prendre contact avec les autorités de l'Etat d'occurrence afin d'obtenir la participation d'un représentant togolais à l'enquête si ledit Etat n'est pas membre de l'OACI.

En cas d'accident ou d'incident en haute mer ou si le lieu de l'accident ou de l'incident ne peut être établi avec certitude, le ministre chargé de l'aviation civile désigne un enquêteur technique.

Art. 15 : Assistance de l'Etat togolais

Le Togo fournira sur demande de tous Etats, les renseignements utiles dont il dispose sur un accident ou un incident.

En cas d'accident ou d'incident d'aéronef étranger survenu dans les eaux internationales, le Togo apportera, dans la mesure de ses moyens, l'assistance nécessaire à tout Etat qui lui en ferait la demande.

Art. 16 : Réouverture de l'enquête

Si, après la clôture de l'enquête, des éléments nouveaux particulièrement importants sont découverts, l'enquête pourra être rouverte.

Art. 17 : Dispositions finales

Des arrêtés ministériels détermineront les modalités d'application du présent décret.

Art. 18 : Le ministre des Finances, du Budget et des Privatisations, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le ministre de la Justice et le ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Equipeement, des Transports, des Postes et télécommunications et des Innovations Technologiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 07 février 2007

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Me Yawovi Madji AGBOYIBO

Le ministre des Finances, Budget et des Privatisations
Payadowa BOUKPESSI

Le ministre de la Défense et des
Anciens Combattants
Kpacha GNASSINGBE

Le ministre délégué à la Présidence
de la République, chargé de l'Equipeement,
des Transports, des Postes et Télécommunications
et des Innovations Technologiques
Eduwolé Kokouvi DOGBE

DECRET N° 2007- 006/PR du 7 Février 2007 Fixant les conditions et critères de nomination des inspecteurs

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Equipeement, des Transports, des Postes et télécommunications et des Innovations Technologiques,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu la convention relative à l'Aviation civile internationale signée à Chicago le 07 décembre 1944 ainsi que ses annexes;

Vu la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 portant code de l'aviation civile, notamment son article 216 ;

Vu le décret n° 2005-099/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'Equipeement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier : Création du corps des inspecteurs

Le corps des inspecteurs de l'aviation civile, créé par le code de l'aviation civile, a pour mission de remplir les obligations de l'Etat en matière de supervision de la sécurité, conformément aux dispositions de la Convention de Chicago et aux dispositions réglementaires en vigueur.

Art. 2 : Personnel

Le corps des inspecteurs de l'aviation civile comprend les inspecteurs sécurité et les inspecteurs sûreté.

Les inspecteurs sécurité assurent les contrôles dans le cadre du suivi de l'application de la réglementation en matière de sécurité de l'aviation civile. On distingue notamment :

- les inspecteurs exploitation ;
- les inspecteurs licences et formation du personnel ;
- les inspecteurs navigabilité ;
- les inspecteurs de vol ;
- les inspecteurs navigation aérienne ;
- les inspecteurs aérodromes.

Les inspecteurs sûreté assurent, quant à eux, les contrôles dans le cadre de la mise en oeuvre du programme national du contrôle de la qualité de la sûreté (PNCQS).

Art. 3 : Critères de sélection

Les inspecteurs de l'aviation civile doivent posséder une formation d'ingénieur ou équivalent, et justifier d'une expérience professionnelle reconnue dans le domaine concerné de l'aviation civile. Ils doivent avoir :

- des qualifications spécifiques et une formation pratique en double dont les modalités seront définies par arrêté ;
- une solide connaissance de la réglementation de la matière concernée et une compétence égale à celle du personnel qu'ils sont amenés à inspecter ou contrôler.

Art. 4 : Formation continue

Les qualifications spécifiques visées à l'article 3 doivent être effectuées dans des organismes de formation reconnus par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI).

Les qualifications des inspecteurs de l'aviation civile doivent être continuellement mises à jour dans le cadre d'un programme de formation continue.

Art. 5 : Attributions

1- Les inspecteurs sécurité doivent avoir une vue globale sur les différents facteurs agissant sur la sécurité aérienne et une maîtrise du système de gestion de la sécurité.

Leurs attributions, conformément à l'article 210 du code de l'aviation civile, s'articulent autour de deux fonctions concourant à maintenir un niveau optimum de sécurité, il s'agit de :

- la fonction de contrôle ;
- la fonction de conseil.

2 - Les inspecteurs sûreté sont chargés de

- s'assurer de la conformité de la mise en oeuvre des mesures de sûreté au regard des exigences du Programme National de Sûreté de l'Aviation Civile (PNSAC) ;
- vérifier l'efficacité du PNSAC ;

Art. 6 : Pouvoirs

Conformément au Code de l'aviation civile, les inspecteurs de l'aviation civile ont le pouvoir

- d'avoir accès à tous les domaines des opérations de l'aviation ;
- d'obtenir toutes les informations et documents nécessaires pour réaliser leurs fonctions ;
- de retenir un aéronef pour une raison valable ;
- d'interdire à quelqu'un d'exercer les privilèges d'une licence, d'un certificat ou d'un - document aéronautique pour une raison valable ;
- d'exiger toutes mesures correctives en cas de constatations de déficiences dans la mise en oeuvre des règlements de l'aviation civile ;
- d'appliquer des sanctions administratives ;
- de constater les infractions et manquements aux dispositions du code de l'aviation civile et de ses règlements d'application.

Les inspecteurs de l'aviation civile peuvent requérir l'assistance des forces de sécurité dans l'exercice de leur fonction.

Les inspecteurs de l'aviation civile doivent être dotés d'une carte d'inspecteur pour l'exercice de leur fonction.

Art. 7 : Nomination

Les inspecteurs de l'aviation civile sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile, sur proposition du directeur général de l'Agence.

Art. 8 : Réglementation nationale de référence

Les inspecteurs sécurité assurent leurs fonctions en se référant aux dispositions du code de l'aviation civile et aux règlements d'application.

Art. 9 : Assermentation

Les inspecteurs de l'aviation civile nommés doivent, avant d'entrer en fonction, prêter serment devant le Tribunal de Lomé.

La formule du serment est la suivante

« Je jure d'exécuter mes fonctions avec probité dans le strict respect des lois et règlements ».

Art. 10 : Rémunération

Les fonctions d'inspection de l'aviation civile donnent lieu à une indemnité due par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile.

Les indemnités des inspecteurs internes à l'Agence seront définies par le conseil d'administration sur proposition du directeur général.

Les indemnités des inspecteurs externes à l'Agence seront définies dans un contrat les liant à l'Agence et approuvé par le conseil d'administration.

Art. 11 : Déontologie

Outre les compétences techniques, les inspecteurs de l'aviation civile doivent avoir les qualités suivantes :

- intégrité ;
- impartialité ;
- bonnes relations humaines.

Les inspecteurs sont tenus au secret professionnel dans le cadre des dispositions du code de l'aviation civile.

Art. 12 : Dispositions finales

Des arrêtés détermineront les modalités d'application du présent décret.

Art. 13 : Le ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'équipement, des transports, des postes et télécommunications et des innovations technologiques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Février 2007

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
M^e Yawovi Madji AGBOYIBO

Le ministre délégué à la Présidence de
la République, chargé de l'Equipe-
ment des Transports, des Postes et Télécommunications
et des Innovations technologiques
Eduwolé Kokouvi DOGBE

**DECRET N° 2007-007/PR du 7 Février 2007 portant
réglementation de l'activité d'assistance en escale
sur les aéroports togolais**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Equipe-ment, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations technologiques,

Vu la constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 ;

Vu la convention relative à l'aviation civile Internationale signée à Chicago le 07 décembre 1944 ;

Vu la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 portant code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2005-099/PR du 28 octobre 2005 portant attributions et organisation du ministère de l'Equipe-ment, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du Gouvernement ;

Vu la directive n° 01/2003/CM/UEMOA du 20 mars 2003 relative à l'accès au marché de l'assistance dans les aéroports de l'Union.

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :**Article Premier : Définitions**

Aux fins du présent décret, on entend par

- a) **Aérodrome** : surface définie, sur terre ou sur l'eau comprenant, éventuellement, bâtiments, installations et matériels, destinée à être utilisée, en totalité ou en partie, pour l'arrivée, le départ et les évolutions des aéronefs à la surface ;
- b) **Aéroport** : terrain spécialement aménagé pour l'atterrissage, le décollage et les manœuvres d'aéronefs y compris les installations annexes qu'il peut comporter pour les besoins du trafic et le service des aéronefs ainsi que les installations nécessaires pour assister les services aériens commerciaux ;
- c) **Assistance en escale** : services rendus sur un aéroport à un usager et qui couvrent les activités suivantes :
 - l'assistance administrative au sol et la supervision ;
 - l'assistance passagers ;
 - l'assistance bagages ;
 - l'assistance fret et poste ;
 - l'assistance opération en piste ;
 - l'assistance nettoyage et service de l'avion ;
 - l'assistance carburant et huile ;
 - l'assistance d'entretien en ligne ;
 - l'assistance opération aérienne et administration des équipages ;

- l'assistance transport au sol ;
- l'assistance service commissariat.

d) **Entité gestionnaire** : entité qui, conjointement ou non avec d'autres activités, tient de la législation ou de la réglementation nationale, la mission d'administration et de gestion d'infrastructures aéroportuaires, de coordination et de contrôle des activités des différents opérateurs présents sur l'aéroport.

e) **Prestataire de services d'assistance en escale** : toute personne physique ou morale fournissant une ou plusieurs catégories de services d'assistance en escale.

f) **Usager du service d'assistance** : personne physique ou morale transportant par voie aérienne des passagers, du courrier et / ou du fret, au départ ou à destination de l'aéroport considéré.

g) **Exploitant** : personne, organisme ou entreprise qui se livre ou propose de se livrer à l'exploitation d'un ou de plusieurs aéronefs.

Art. 2 : Services d'assistance en escale

Les services d'assistance en escale régis par le présent décret sont les services rendus à un usager sur un aéroport ouvert au trafic commercial et figurant dans la liste annexée au présent décret.

L'auto-assistance en escale consiste, pour un transporteur aérien, à effectuer pour son propre compte une ou plusieurs catégories de services d'assistance sans conclure avec un tiers aucun contrat, sous quelque dénomination que ce soit, ayant pour objet la prestation de tels services.

Un transporteur aérien n'est pas considéré comme tiers par rapport à un autre transporteur aérien si :

- l'un détient dans l'autre une participation majoritaire ;
- une même entité détient dans chacun d'eux une participation majoritaire.

Art. 3 : La concession des services d'assistance en escale est faite sur la base d'un cahier des charges rédigé par l'entité gestionnaire et approuvé par l'Autorité de l'aviation civile.

Les prestataires sont sélectionnés sur avis d'appel d'offre public.

Art. 4 : Le nombre de prestataires agréés est limité au plus à deux par catégorie de service d'assistance en escale dans les aéroports ouverts à la circulation aérienne publique, compte tenu du niveau actuel des activités de transport aérien dans les aéroports du Togo, des contraintes particulières en matière d'espace et/ou de capacité des installations et de la nécessité d'assurer une sécurité et une sûreté optimale dans les aéroports.

L'auto-assistance n'est accordée que sur dérogation du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 5 : Autorisations

L'exercice des services d'assistance en escale est subordonné à l'obtention :

- d'un agrément délivré par le ministre chargé de l'aviation civile et ;
- d'un certificat d'exploitation conforme à l'agrément délivré par l'autorité de l'aviation civile après une inspection satisfaisante des capacités opérationnelles du postulant.

L'agrément et le certificat d'exploitation ne valent que pour un aéroport.

Art. 6 : Validité des autorisations

L'agrément est délivré pour une durée de cinq (05) ans renouvelable.

La durée de validité du certificat d'exploitation pour l'assistance en escale est d'un (01) an renouvelable.

Art. 7 : Textes d'application

Des arrêtés détermineront les modalités d'application du présent décret.

Art. 8 : Abrogation

Sont abrogées toutes dispositions antérieures relatives à la prestation des services d'assistance en escale.

Art. 9 : Le ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Équipement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations technologiques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Février 2007

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
M^e Yawovi Madji AGBOYIBO

Le ministre délégué à la Présidence de la République,
chargé de l'équipement des Transports, des Postes et
Télécommunications et des Innovations technologiques
Eduwolé Kokouvi DOGBE

**DECRET N° 2007-008/PR du 7 Février 2007 Portant
organisation et fonctionnement des services de
recherches et sauvetage (SAR) des aéronefs en
détresse en temps de paix**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Équipement, des Transports, des Postes et Télécommunications et des Innovations technologiques,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la convention relative à l'Aviation civile internationale signée à Chicago le 07 décembre 1944;

Vu la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 portant code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 2005-099/PR du 28 octobre 2005 portant organisation et attributions du ministère de l'équipement, des transports et des postes et télécommunications ;

Vu le décret n° 2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier : Il est créé, conformément à l'article 59 de la loi n° 2007-007 du 22 janvier 2007 susvisée, un sous centre de coordination des recherches et de sauvetage.

Le sous centre de coordination des recherches et de sauvetage, placé sous l'autorité du ministre chargé de l'aviation civile, est chargé de coordonner les opérations de recherche et de sauvetage de véhicules aéronautiques ou maritimes togolais ou étrangers évoluant dans l'espace aérien ou dans les eaux territoriales du Togo.

Dans la mesure où sa fonction première le permettra, le sous-centre de coordination des recherches et de sauvetage prêter assistance dans d'autres cas d'urgence.

Art. 2 : Le sous centre de coordination des recherches et de sauvetage comprend :

- un représentant de l'Agence nationale de l'Aviation civile ;
- un représentant de l'armée de l'air ;
- un représentant de la marine ;
- un représentant de l'armée de terre ;
- un représentant de la gendarmerie nationale ;
- un représentant des sapeurs pompiers ;
- un représentant de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).

Un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile nomme les représentants du sous centre.

Art. 3 : Le sous centre de coordination des recherches et de sauvetage est responsable du déclenchement et de l'arrêt des opérations de recherche et de sauvetage.

La direction des opérations de recherches et de sauvetage des aéronefs en détresse ainsi que la détermination initiale des zones probables de recherches relève, dans tous les cas, de l'Armée de l'Air.

Elle délègue les opérations de secours terrestres, au représentant du Gouvernement dans chaque préfecture.

Dans les secteurs maritimes, elle dirige toutes les opérations en collaboration avec le commandement de la Marine nationale.

Art. 4 : L'Armée de l'Air dispose en permanence de moyens aériens du ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

Elle peut faire appel à tous les moyens des administrations ou d'organismes publics ou privés, susceptibles de participer à ces opérations.

Ces moyens doivent être répertoriés et mis à jour quotidiennement.

Art. 5 : L'Agence nationale de l'Aviation civile, en coordination avec le sous centre, négocie les accords internationaux à conclure avec les organisations de recherche et de sauvetage d'autres Etats.

Les services publics concernés facilitent dans toute la mesure du possible, l'admission immédiate et temporaire, sur le territoire national, du personnel étranger et de son matériel qui participent, en accord avec l'Agence Nationale de l'Aviation Civile, à des opérations de recherche et de sauvetage.

Les services publics concernés s'efforcent d'appliquer comme il convient les recommandations et normes en matière de recherche et de sauvetage.

Art. 6 : Aucune question d'imputation des frais afférents à la conduite d'opérations de recherche et de sauvetage ne doit entraver l'exécution prompte et efficace de ces opérations par les administrations concernées.

Art. 7 : En cas d'événements graves autres que les accidents aériens, les services de recherches et de sauvetage prêtent leur concours dans la mesure où leur mission principale le permet.

Art. 8 : L'organisation et le fonctionnement des services de recherches et de sauvetage des aéronefs en détresse font l'objet d'un arrêté interministériel.

Les modalités des concours prévus à l'article 4 du présent décret sont définies par des protocoles ou des instructions particulières.

Art. 9 : Le ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'Équipement, des Transports, des Postes et

Télécommunications et des Innovations technologiques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 07 Février 2007

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Me Yawovi Madji AGBOYIBO

Le ministre délégué à la Présidence de la République,
chargé de l'équipement des Transports, des Postes et
Télécommunications et des Innovations technologiques
Eduwolé Kokouvi DOGBE